

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE ([ici](#))

Politique budgétaire : *un policy-mix légèrement expansif du côté budgétaire, avec des réductions de coûts pour les entreprises*

Politique monétaire : *une politique monétaire, dont l'orientation est affichée comme neutre, tout en mettant l'accent sur l'accès au financement des PME*

ECONOMIE GENERALE ([ici](#))

Liang hui : *priorité donnée à l'emploi plus qu'à un objectif de croissance*

PIB : *les méthodes de calcul retenues auraient conduit à une surestimation du taux de croissance d'environ 2 points de pourcentage en moyenne depuis 2008, selon une étude de la Brookings institution*

Réglementation : *la CSRC tend à durcir les règles sur les marchés à terme de matières premières*

BANQUE ET FINANCE ([ici](#))

Marché boursier : *la CSRC et la Bourse de Shanghai ont publié finalement des règles définitives concernant le nouveau conseil d'administration de haute technologie*

Marché boursier : *MSCI retirera à partir du 11 mars Han's Laser Technology Industry et réduira le facteur d'inclusion de Midea Group de ses indices du fait que les actionnaires étrangers s'approchent de la limite de 30%*

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

Politique commerciale et investissements : *les documents d'orientation issus des Deux Assemblées (« Liang Hui ») fixent les priorités de travail du gouvernement chinois pour 2019*

Investissements sortants : *rapport conjoint de Rhodium et MERICS sur les investissements chinois en Europe en 2018*

Relations US-Chine : *Huawei conteste auprès de la justice américaine certaines dispositions du National Defense Authorization Act*

Relations Canada-Chine : *la Chine suspend les importations de colza d'un exportateur canadien*

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

Lianghui : *la Chine réitère son objectif de montée en gamme de son industrie mais ne mentionne plus le plan "China Manufacturing 2025"*

Huawei : *alors que Huawei tente de rassurer ses clients en ouvrant un site de cybersécurité à Bruxelles, l'opposition roumaine demande une enquête sur l'équipementier chinois*

Distribution : *Auchan confie les commandes opérationnelles de Sun Art à son partenaire taiwanais*

E-commerce : *JD.com lance une boutique sur le site de commerce en ligne Google Express*

Intelligence artificielle (IA) : *Tencent et Baidu proposent des règles éthiques dans le domaine de l'IA*

Crédit social : *23 millions de « mauvais » citoyens chinois interdits de voyage*



DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

Développement durable - énergie - transports : *l'environnement demeure l'une des « trois batailles critiques » du gouvernement chinois*

Energie : *publication par l'AIE de son rapport sur la transition énergétique chinoise*

Transports : *15 hubs logistiques nationaux seront construits en 2019*

HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

Hong Kong : *Cathay Pacific candidat à la reprise de Hong Kong Express Airways*

Hong Kong : *hausse du nombre de touristes, mais des inquiétudes sur les dépenses moyennes des visiteurs chinois*



CONJONCTURE

Politique budgétaire : un policy-mix légèrement expansif du côté budgétaire, avec des réductions de coûts pour les entreprises

Le gouvernement va accroître son déficit de 2,6% à 2,8% en le portant de 2665 à 2 760Mds de RMB. La plupart des nouvelles mesures budgétaires concernent des réductions des coûts pour les entreprises, en particulier pour le secteur manufacturier et les PME et s'inscrivent probablement dans une optique de rééquilibrage en faveur du secteur privé. La TVA sera ramenée de 16% à 13% dans le secteur manufacturier et de 10% à 9% pour les secteurs des transports et de la construction. Il convient de souligner que la TVA demeure inchangée pour un grand nombre de secteurs (financier, télécom, high-tech ...). Les charges sociales des entreprises seront également abaissées à partir de mai 2019. Les gouvernements locaux devront notamment s'assurer que les réformes de méthode de collecte des contributions sociales « n'alourdissent pas le fardeau des PME » et s'engager à ce « que les prestations sociales des employés restent identiques ». L'objectif de ces mesures, dont l'incidence entraîne un transfert positif vers les entreprises de l'ordre de 500 Mds RMB, est dans un premier temps d'améliorer la trésorerie des entreprises, notamment celles du secteur privé, qui font fréquemment état de délais de paiement en voie d'allongement, nombre de leurs clients au rang desquels les SOE se révélant être de mauvais payeurs.

Elles devraient toutefois avoir un effet limité sur le PIB, car elles font intervenir un multiplicateur de recettes et non de dépenses budgétaires et elles permettront à des entreprises dont la trésorerie est dégradée d'améliorer leur capacité de financement. Il est douteux qu'elles en profitent pour accroître leurs dépenses d'investissement au cours des prochains mois, compte tenu de l'incertitude et d'un contexte international peu porteur.

Ces mesures fiscales, dont le coût est estimé à 2 000 Mds RMB (2% du PIB), devraient « peser sur le budget de l'Etat central et des gouvernements locaux » (create big pressure on government budgets at all levels) qui devront « se serrer la ceinture et trouver des solutions viables de financement ». En outre, le gouvernement central augmentera les transferts vers les provinces (+10,9%) et souligne sa volonté de réformer et d'améliorer le mécanisme de transferts en vue d'assurer « une capacité fiscale de base à l'échelle des comtés » (we will reform and improve the mechanism for ensuring basic fiscal capacity), sans en préciser les modalités. Le financement de ces mesures devrait, d'après les annonces, passer par une réduction du train de vie de l'Etat (réduction de 5% des dépenses générales et de 3% des dépenses concernant « les visites officielles, les véhicules officiels et les activités de représentation »), une augmentation des transferts de dividendes en provenance des SOE centrales et probablement un recours aux encaisses budgétaires (4000 Mds RMB).

Le quota des émissions d'obligations spéciales des gouvernements a été porté à 2 150 Mds contre 1350 en 2018 en vue de « financer les projets d'infrastructure-clés et de prévenir et réduire les risques liés à l'endettement des collectivités locales.

Les ventes de terrains, principale source de recettes des gouvernements locaux ne devraient augmenter que de 3% en valeur, comme l'indiquent les prévisions budgétaires, ce qui paraît également sous-estimé.

Politique monétaire : une politique monétaire, dont l'orientation est affichée comme neutre, tout en mettant l'accent sur l'accès au financement des PME

L'orientation de la politique monétaire demeure « prudente ». Cependant, le Premier ministre se montre volontairement approximatif, car s'il exclut un « déluge de stimuli monétaires », « la politique monétaire sera assouplie ou resserrée de manière adéquate (« to the right degree ») ». Ainsi, l'agrégat cible M2 et les agrégats de financement devront augmenter en ligne avec le PIB nominal. L'objectif



principal du Premier ministre, s'agissant du volet monétaire, est en fait d'améliorer l'efficacité du mécanisme de transmission de la politique monétaire à l'économie réelle, et en particulier l'accès des PME au financement. A ce stade, les baisses successives de réserves obligatoires et le recul concomitant des taux interbancaires n'ont guère eu d'incidence sur les spreads des entreprises de taille moyenne, alors que les grandes entreprises en ont bénéficié, dans le sillage du recul des rendements des titres d'Etat et des policy-banks. La lutte contre le shadow banking a probablement également nui à leur accès au crédit. Le soutien ciblé devrait en théorie se traduire par une baisse des coûts de financement, un allongement de la maturité des prêts et une hausse des prêts accordés par les larges banques commerciales d'Etat (objectif de +30% en 2019 par rapport à 2018, sans que soit précisée la base de calcul, encours ou nouveaux crédits. Compte tenu d'un effet de base favorable (en 2018, les remboursements auraient été supérieurs aux nouveaux crédits, cet objectif, mesuré à l'aune des flux nets devrait être atteint). Ainsi, Li Keqiang prévoit de nouvelles baisses ciblées des ratios de réserves obligatoires (une par trimestre, dans le sillage de celles effectuées depuis avril 2018) et une accélération de la recapitalisation des banques, probablement via davantage d'émissions d'obligations perpétuelles, pour accélérer l'octroi de prêts. Néanmoins, faute d'une meilleure capacité des banques à appréhender les risques induits, l'augmentation de crédits administrés pourrait entraîner une mauvaise allocation du crédit et des coûts collectifs, liés à la bonification du crédit.

On peut également s'attendre à une baisse des taux directeurs, dans le sillage des deux assouplissements qui avaient été effectués en 2015-2016, même si ce point n'a pas été abordé par le Premier ministre.

Retour au sommaire ([ici](#))

ECONOMIE GENERALE

Liang hui : priorité donnée à l'emploi plus qu'à un objectif de croissance

L'objectif de croissance a en effet été révisé en baisse, dans une fourchette comprise entre 6 et 6,5% cette année, contre 6,5% environ en 2018. Les autorités acceptent donc un objectif de croissance plus faible et l'accent est davantage mis sur l'atténuation du ralentissement et font le choix « d'un équilibre entre le maintien d'une croissance stable et la prévention des risques ». Au regard du fléchissement de l'activité, reflété notamment par des indicateurs avancés mal orientés, cet objectif semble ambitieux. Les autorités en sont conscientes, comme le reflète le rapport de travail de Li Keqiang « dans la quête du développement cette année, nous devons faire face à un environnement plus complexe et à des risques et des défis, prévisibles ou non, plus grands par leur nombre et leur ampleur ». Cette incertitude transparaît dans l'objectif de croissance, défini dans un intervalle, ce qui n'est pas sans rappeler 2016, exercice marqué également par une relance ayant suivi la crise de 2015 et pour lequel avait été défini un objectif compris entre 6,5% et 7%.

Dans ce contexte, les autorités font de l'emploi leur priorité absolue. En effet, elles prennent la mesure des défis liés notamment aux risques externes et apparaissent préoccupées de la montée du chômage, déterminant de la stabilité sociale, d'où le fait qu'elles cherchent à « diminuer les pressions actuelles sur l'emploi mais aussi à remédier à la pénurie de travailleurs hautement qualifiés ». Cette pénurie devrait peser à court terme sur l'objectif de montée en gamme de l'économie et sur la croissance potentielle, toutes choses égales par ailleurs. Ainsi, « la politique de priorité à l'emploi constitue l'une des principales priorités de la politique macroéconomique » et le Rapport souligne la nécessité de recourir à des politiques contra-cycliques pour réaliser cet objectif. Les autorités prévoient des déductions fiscales pour les entreprises embauchant des personnes au chômage ou des rural poor people » et mettent l'accent sur l'éducation et des nouveaux projets de formation.

Pour autant, les responsables ne veulent pas sortir de l'ambiguïté qu'ils maintiennent depuis plusieurs mois en ce qui concerne l'arbitrage entre croissance et soutenabilité/stabilité. Si les autorités s'engagent à maintenir un ratio d'endettement « globalement stable » et à ne pas « adopter de politiques de relance de court terme qui saperaient le développement sur le plus long terme et généreraient de nouveaux risques », l'impulsion politique en faveur du désendettement est moindre. En outre, « les effets du resserrement ne doivent pas être amplifiés et les indicateurs ne doivent pas glisser en-deçà d'une fourchette appropriée ».

PIB : les méthodes de calcul retenues auraient conduit à une surestimation du taux de croissance d'environ 2 points de pourcentage en moyenne depuis 2008, selon une étude de la Brookings institution

Selon une nouvelle étude de la Brookings Institution (non encore publiée) et dont il est fait état par le *South China Morning Post*, la Chine aurait surestimé ses taux de croissance nominal et réel d'environ 1,7 point de pourcentage en moyenne entre 2008 et 2016. En utilisant les résultats de l'étude et en les appliquant aux statistiques publiques depuis fin 2007, le PIB nominal actuel serait d'environ 18% inférieur au chiffre officiel de 90 000 Mds RMB (13 400 Mds USD), soit 73 800 Mds RMB (11 500 Mds USD).

En général, les bureaux de statistiques locaux surestiment la production industrielle, ainsi que l'investissement, ce qui conduit à fausser les deux optiques de calcul du PIB (production et demande).

Les méthodes de collecte des données en sont souvent la cause, par exemple, les calculs des investissements reposent uniquement sur les rapports des gouvernements concernant des projets spécifiques au lieu des états financiers des entreprises engagées.

Parmi les 34 provinces chinoises, Guangdong, Zhejiang, Beijing et Shanghai semblent avoir la plus haute qualité de données alors que les statistiques des provinces les moins performantes seraient Tianjin, le Liaoning et la Mongolie intérieure, qui ont toutes exagéré leurs données économiques ces dernières années.

L'une des méthodes utilisées par les auteurs aurait été la tentative de réconciliation des données tirées des recettes de TVA avec les données de PIB, ce qui donne les écarts mis en exergue, même si d'autres facteurs peuvent expliquer les divergences.

Autre élément notable, les biais de mesure auraient eu tendance à s'accroître depuis 2008.

Réglementation : la CSRC tend à durcir les règles sur les marchés à terme de matières premières

Le régulateur des valeurs mobilières (CSRC) a commencé le 1er mars une consultation pour avis concernant les règles révisées sur le marché à terme du fait que les participants au marché à terme se plaignent depuis longtemps de la réglementation trop faible pour les entreprises de contrats à terme sur matières premières (futures companies) et leurs actionnaires.

Selon les nouvelles règles, les actionnaires de 5% ou plus d'une entreprise de contrats à terme sur matières premières devraient avoir un actif net d'au moins 100M RMB (14,9M USD), contre 30M RMB fixés en 2007 par la loi en vigueur. Les nouvelles règles exigent également que les actionnaires maintiennent leur rentabilité au cours des trois derniers exercices, par rapport à l'un des deux exercices les plus récents actuellement requis. Les exigences d'actif et de rentabilité s'appliquent également aux actionnaires indirects de 5% ou plus.

L'avis impose aussi des exigences relatives aux actionnaires de contrôle et aux principaux actionnaires d'une société à terme. Ces actionnaires devraient avoir un capital net d'au moins 500M RMB et un actif net d'au moins 1Mds RMB. Ils doivent disposer de solides avantages en matière de technologie, de gestion et de marketing, ainsi que de capacités en matière de reconstitution du capital et de gestion des risques. Les actionnaires de contrôle des sociétés de contrats à terme sont tenus d'évaluer leur statut et de faire rapport aux régulateurs sur une base régulière.

Lorsqu'une société de contrats à terme crée ou achète une filiale étrangère, l'organisme de réglementation des contrats à terme du pays ou de la région où se trouve la filiale doit avoir signé un protocole de coopération avec la CSRC, selon l'avis.

Retour au sommaire ([ici](#))

BANQUE ET FINANCE

Marché boursier : MSCI retirera à partir du 11 mars Han's Laser Technology Industry et réduira le facteur d'inclusion de Midea Group de ses indices du fait que les actionnaires étrangers s'approchent de la limite de 30%

Le fournisseur d'indice mondial MSCI a déclaré le 07 mars que les sociétés cotées s'approchant de la limite de propriété étrangère verraient leurs actions A enlevées de l'indice ou verraient leur pondération réduite. L'annonce a été faite un jour après que Han's Laser Technology Industry Group Co. Ltd., - un producteur de laser, coté à Shenzhen, a été suspendu à l'achat aux investisseurs étrangers puisque le pourcentage de détention par les investisseurs étrangers s'approchait de la limite de 30% en ce qui concerne les sociétés cotées réglementées par le régulateur chinois. MSCI retirera Han's Laser Technology Industry Group Co. Ltd., de ses indices MSCI Global Investable Market et MSCI China All Share Indexes à compter du 11 mars. Pour la même raison, MSCI réduira également le facteur d'inclusion de Midea Group Co. Ltd. - un géant d'électroménagers.

Depuis le début 2018, les investisseurs étrangers ont fortement augmenté leurs achats d'actions de Han's Laser Technology Industry, Midea Group et Shanghai International Airport Co. Ltd., qui verraient le pourcentage de détention étrangère s'approcher de la limite de 30%. Cette vague d'investissement étranger sur le marché boursier chinois est principalement due aux récentes mesures d'ouverture financière, aux anticipations relatives à l'assouplissement des négociations commerciales avec les Etats-Unis et à la décision de MSCI d'élever considérablement la pondération des actions A dans ses indices de référence la semaine dernière.

Date	Nombre des actions A détenues par les investisseurs étrangers	Pourcentage
Han's Laser Technology Industry Group (002008.SZ)		
2019.02.11 ¹	278M	26,08%
2019.02.28	289M	27,13%
2019.03.04 ²	301M	28,23%
2019.03.08	301M	28,25%
Midea Group (000333.SZ)		
2019.01.28 ³	1713M	26,05%
2019.02.28	1787M	27,09%
2019.03.04	1798M	27,26%
2019.03.08	1799M	27,27%

Source : Bourse de Shenzhen⁴

En vertu de la réglementation en vigueur du régulateur des valeurs mobilières (CSRC) et des bourses de Shanghai et de Shenzhen, le pourcentage de détention par des investisseurs étrangers d'une société chinoise cotée ne peut pas dépasser 30%, et l'achat d'actions par le biais des programmes Stock Connect de Hong Kong est suspendu lorsque la participation atteint 28%.

« Quelque 50 actions ont reçu près de la moitié des flux de capital par les investisseurs étrangers cette année. Nous avons donc commencé à constater que certaines actions atteignaient maintenant la limite

¹ Dépassant 26% pour la première fois

² Dépassant 28% pour la première fois

³ Dépassant 26% pour la première fois

⁴ Une fois la propriété étrangère de la société cotée dépassant 26%, la Bourse de Shenzhen divulgue la détention des étrangers sur le site web



d'achat », a déclaré Gao Ting, responsable de la Stratégie Chine d'UBS Securities, « Si cette situation continue, je pense qu'il y aura plus de discussions sur l'assouplissement de la restriction ».

Marché boursier : la CSRC et la Bourse de Shanghai ont publié finalement des règles définitives concernant le nouveau conseil d'administration de haute technologie

Le régulateur des valeurs mobilières (CSRC) a enfin publié la version finale de réglementation du nouveau conseil d'administration de haute technologie (high-tech board) à Shanghai, dans le but de faciliter l'accès au capital pour les sociétés de haute technologie qui ne correspondent pas aux critères d'introduction en bourse définis par l'ancien principal conseil d'administration à cause de leur performance non-profitable au début. Par ailleurs, ce nouveau conseil d'administration de haute technologie sera créé sur la base d'un système d'enregistrement assouplissant les conditions d'introduction en bourse au lieu de l'ancien système d'approbation réglementaire, et il insiste sur l'importance du rôle de la Bourse de Shanghai au lieu de la CSRC pour la vérification des documents de demande d'agrément.

Les investisseurs individuels intervenant au conseil d'administration de haute technologie sont tenus d'avoir au moins 500 000 RMB sur leur compte et au moins 24 mois d'expérience de transaction des titres. Actuellement, il existe trois millions d'investisseurs individuels de A-share qui sont éligibles. Les investisseurs qui ne correspondent pas aux critères de pertinence peuvent participer en achetant des fonds publics. 18 fonds publics ont déjà soumis leurs demandes d'agrément avec au total 36 produits financiers concernés: Wangjia Asset Management Co., China Asset Management Co., GF Fund Management Co., China Southern Asset Management Co. etc.

La Bourse de Shanghai a également publié une liste de trois douzaines de secteurs que le nouveau conseil d'administration de haute technologie favorise, y compris les semi-conducteurs et les circuits intégrés, l'intelligence artificielle, l'aviation, le transit ferroviaire avancé, la production d'énergie nucléaire avancée, l'énergie solaire et éolienne, les véhicules à énergie nouvelle, la biotechnologie et les équipements médicaux haut de gamme.

Retour au sommaire ([ici](#))



ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Politique commerciale et investissements : les documents d'orientation issus des Deux Assemblées (« *Liang Hui* ») fixent les priorités de travail du gouvernement chinois pour 2019

Le Premier ministre Li Keqiang a présenté, le 5 mars devant l'Assemblée nationale populaire, les priorités du programme de travail du gouvernement chinois pour 2019. En matière de commerce extérieur, le plan de travail met l'accent, cette année encore, sur la « qualité » et la « croissance stable » des échanges commerciaux. Le document encourage la « diversification des marchés d'exportation » tout en promouvant, comme en 2018, « l'expansion active des importations », ambition dont la deuxième édition de la Foire aux importations de Shanghai, prévue pour novembre 2019, est présentée comme étant le témoignage. Cependant, alors que le rapport 2018 mentionnait des projets de réductions de droits de douane, le document de cette année se contente d'évoquer une facilitation des procédures douanières. Sur le plan des investissements, le programme de travail promet de « faire davantage pour attirer les investissements étrangers » : la publication d'une version raccourcie de la liste négative pour l'investissement étranger est annoncée pour 2019. Contrairement à sa version 2018, le rapport insiste longuement sur l'amélioration du climat des affaires pour les investisseurs étrangers : « nous créerons un environnement de marché juste et impartial, au sein duquel les entreprises chinoises et étrangères seront traitées d'égal à égal et se trouveront dans une situation de concurrence équitable ». Mentionnés à une seule reprise, les investissements sortants chinois devront, eux, faire l'objet d'une croissance « saine et ordonnée » : l'asymétrie entre investissements entrants – publiquement encouragés – et investissements sortants – encadrés – est ainsi confirmée. Enfin, les priorités de la politique commerciale chinoise subissent quelques évolutions : le gouvernement érige en priorité « l'implication active » de la Chine dans la réforme de l'OMC, y compris dans la réforme des règles existantes. Plus classiquement, conformément aux récentes orientations définies par le président Xi, le gouvernement se fixe ensuite pour objectif (sans précision de calendrier) de faire progresser les négociations du RCEP, de l'accord trilatéral Chine-Japon-Corée du Sud et de l'accord bilatéral UE-Chine sur les investissements, mais aussi de « continuer à promouvoir les négociations commerciales sino-américaines ». La Chambre de commerce de l'Union européenne a promptement réagi à la publication du programme de travail, appelant la Chine à « aller au bout de ses engagements en matière d'extension de l'accès au marché, à assurer un traitement équitable ainsi qu'un environnement réglementaire efficace ».

[Lire la réaction de la Chambre de commerce de l'Union européenne](#)

Investissements sortants : rapport conjoint de Rhodium et MERICS sur les investissements chinois en Europe en 2018

Le groupe Rhodium et le Mercator Institute for China Studies (MERICS) ont conjointement publié, le 6 mars, leur rapport annuel sur les investissements chinois en Europe en 2018. Il en ressort que la valeur des IDE chinois vers l'Europe a diminué de 40% en 2018 pour atteindre 17 Mds EUR (ils atteignaient 29 Mds en 2017 et 37 Mds en 2018), soit leur niveau le plus bas depuis 2015. Au-delà de ces chiffres, les auteurs mettent en exergue deux tendances nouvelles : (i) la multiplication des prises de participation chinoises inférieures à 10% (à l'instar de l'acquisition par Geely de 9,7% des parts de Daimler pour 7 Mds EUR) ; (ii) le rythme inédit de cession, par les investisseurs chinois, de leurs actifs européens – cessions estimées à au moins 4 Mds EUR en 2018. Sur le plan géographique, Rhodium et MERICS notent que le « *big three* » Royaume-Uni, Allemagne, France continue d'attirer l'essentiel des IDE chinois, même si leur poids diminue par rapport à 2017 (45% contre 71%), au bénéfice de l'Europe du Nord et du Benelux (Suède, Luxembourg essentiellement). Sur le plan sectoriel, les auteurs notent une

diversification croissante des investissements chinois. Les auteurs soulignent que le renforcement, dans plusieurs États et au niveau communautaire, des procédures d'examen des investissements entrants a contribué au blocage (Leifeld, 50 Hertz en Allemagne) ou au ralentissement (EDP au Portugal) de plusieurs opérations d'investissements chinois en Europe. Selon les auteurs, 83% des investissements chinois en Europe sur l'année 2018 répondent aux critères figurant dans le nouveau règlement européen sur le screening des investissements étrangers. Malgré ce facteur, Rhodium et MERICS s'attendent à ce que les investissements chinois en Europe se maintiennent à un niveau relativement élevé en 2019, sous l'effet de la détérioration des relations sino-américaines qui pourrait se traduire par une accélération de la diversion des IDE chinois depuis les États-Unis vers l'UE ([voir brèves de la semaine du 14 janvier 2019](#)). Le recours, ou non, à une approche européenne plus défensive vis-à-vis de la Chine dans d'autres domaines que le contrôle des investissements *stricto sensu* constituera, selon les auteurs, un déterminant important des tendances futures des investissements chinois en Europe : par exemple, les décisions des gouvernements européens sur les réseaux 5G pourront affecter le niveau des investissements en Europe des entreprises chinoises des télécommunications, telles que Huawei.

[Lire le rapport de Rhodium et MERICS](#)

Relations US-Chine : Huawei conteste auprès de la justice américaine certaines dispositions du National Defense Authorization Act

Le géant chinois des télécoms Huawei a annoncé, le 7 mars, avoir déposé plainte à l'encontre du gouvernement américain auprès de la cour fédérale du Texas pour contester certaines dispositions contenues dans le National Defense Authorization Act 2019. Pour rappel, cette loi d'autorisation interdit à la quasi-totalité des administrations américaines – suite à un amendement du Congrès - de s'approvisionner (équipements, services) auprès de 5 entreprises chinoises du secteur des télécoms, dont Huawei ([voir brèves de la semaine du 13 août 2018](#)). Le président par intérim de Huawei, M. Guo Ping, a reproché au Congrès n'avoir assorti cette interdiction d'« aucune preuve » et de ne pas avoir accordé à Huawei une procédure équitable (« *due process* »), ce qui justifie selon lui le dépôt d'une plainte. Le Conseiller d'État et ministre des Affaires étrangères chinois Wang Yi a manifesté, le 8 mars, son « soutien aux entreprises et aux individus qui recourent à des armes judiciaires pour protéger leurs droits et intérêts, et qui ne sont pas des 'agneaux silencieux' ».

Relations Canada-Chine : la Chine suspend les importations de colza d'un exportateur canadien

Les douanes chinoises ont suspendu, à partir du 1 mars 2019, l'importation du colza en provenance de la société canadienne *Richardson International Limited* et de sociétés liées. La Chine est le plus grand marché d'exportation pour le colza canadien, (4,5 millions de tonnes, 1,9 Mds USD en 2017). La ministre des Affaires étrangères canadienne Chrystia Freeland s'est dite « très inquiète » aux motifs potentiels de cette suspension que « nous ne croyons pas qu'il y existe aucun fondement scientifique pour cela ». Selon le porte-parole du Ministère des Affaires étrangères chinois, des « microbes nuisibles » ont été détectés dans le colza canadien ; et que les douanes chinoises ont réagi en conformément aux lois chinoise et pratiques douanières internationales.

[Lire la conférence de presse du Ministère des Affaires étrangères chinois](#)

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Lianghui : la Chine réitère son objectif de montée en gamme de son industrie mais ne mentionne plus le plan "China Manufacturing 2025"

L'Assemblée nationale populaire (organe législatif) et la Conférence consultative politique du peuple chinois (principal organe consultatif) se regroupent une fois par an dans le cadre de deux sessions appelé les Lianghui. Lors de cet évènement politique, le Premier ministre chinois présente à l'Assemblée nationale populaire le rapport de travail du gouvernement. Ce document fait le point sur les avancées du gouvernement chinois l'année écoulée et élabore les grandes directives pour l'année suivante. A l'image de l'année 2018, Li Keqiang a une nouvelle fois mentionné l'objectif de montée en gamme de l'industrie chinoise au cours de la session de 2019 qui a débuté le 3 mars. Le gouvernement chinois prévoit à cet effet un budget de 354,3 Mds RMB (47 Mds EUR) pour les sciences et technologies (soit + 13,4% par rapport à 2018) et d'innover dans les mécanismes de financement de la R&D. Par ailleurs, il envisage de baisser certaines taxes afin d'encourager la création d'entreprises et le développement des PME. Pour favoriser l'émergence de start ups innovantes, le Premier ministre propose de faciliter leur financement à travers l'émission d'obligations spéciales et à « optimiser les services destinés aux Chinois d'outre-mer » et aux « hauts talents » étrangers venant entreprendre en Chine.

A noter cependant que le Premier ministre chinois n'a mentionné à aucun moment « China Manufacturing 2025 » (CM2025), le plan industriel lancé en 2015 avec, pour objectif : transformer la Chine en une puissance industrielle high tech. Ce plan fixe 10 secteurs stratégiques dans lesquels la Chine a pour ambition de devenir leader. Cela inclut entre autres les véhicules autonomes, la robotique et les semi-conducteurs. Dans la mesure où cette stratégie industrielle repose abondamment sur les finances publiques et est susceptible de créer des distorsions sur les marchés, elle a été la cible de critiques de la part de certains pays occidentaux et notamment des Etats-Unis qui accusent la Chine d'utiliser des pratiques déloyales et illégales pour développer ou faire l'acquisition de nouvelles technologies. Le retrait du terme CM2025 s'inscrit donc dans un contexte de guerre commerciale et vise à apaiser les craintes de la première puissance économique mondiale. Cela ne veut pas pour autant dire que la Chine renonce à ses ambitions. Les secteurs stratégiques énumérés dans CM2025 sont cités dans le rapport de travail du gouvernement et le texte fait mention à plusieurs reprises du plan 'Internet Plus' qui n'est autre qu'un texte complémentaire à CM2025. Ce dernier vise à promouvoir l'intégration du numérique dans les secteurs traditionnels (ex: santé, finance) et à favoriser le développement de technologies comme l'IA, le big data ou le cloud computing. Pour réaliser ces objectifs, le Premier ministre chinois a - entre autres - annoncé d'importantes diminutions des dépenses internet pour les PME (de 15% en moyenne pour l'internet haut-débit ; de « plus de 20% » pour l'internet mobile).

Huawei : alors que Huawei tente de rassurer ses clients en ouvrant un site de cybersécurité à Bruxelles, l'opposition roumaine demande une enquête sur l'équipementier chinois

Le mardi 5 mars 2019, le premier équipementier télécom mondial, Huawei, a inauguré un centre de cybersécurité à Bruxelles. Ce site permettra aux opérateurs de téléphone de tester et d'examiner les matériels du groupe chinois, et notamment d'accéder aux codes sources, afin de vérifier qu'il ne contient aucune porte dérobée (*backdoor*) permettant au groupe d'espionner ses clients et leurs communications.

L'ouverture de ce centre n'est pas anodine. Elle est censée rassurer les pays européens du niveau de sécurité des produits Huawei alors que l'entreprise est soupçonnée depuis plusieurs mois d'espionnage. En effet, de nombreux pays ont exclu Huawei de leur réseau 5G (Etats-Unis, Australie, Nouvelle-Zélande, le Japon, la République Tchèque), soupçonnant la présence de *backdoors* dans les équipements de l'entreprise et la possibilité que celle-ci transmette des données au gouvernement dans le cadre de la loi sur la cybersécurité. Cette semaine, c'est l'opposition roumaine qui a exprimé ses inquiétudes vis-à-vis de Huawei. Cette dernière vient d'exiger l'ouverture d'une enquête sur l'implication de Huawei dans les infrastructures critiques du pays. Il est important de noter que le pays occupe une place importante dans la stratégie des Etats-unis (premier pays à avoir publiquement mentionné ses soupçons sur le niveau de sécurité des produits Huawei) depuis que la première puissance y a investi l'équivalent de 800 M USD (91 M EUR) dans l'installation de boucliers antimissiles.

Distribution : Auchan confie les commandes opérationnelles de Sun Art à son partenaire taïwanais

Ludovic Holinier, directeur général d'Auchan Chine, a annoncé qu'il quittera son poste de directeur général de Sun Art en mai 2019. Pour mémoire, Sun Art est la filiale commune à Auchan (36,18% des parts), Alibaba (36,16%) et l'entreprise taiwanaise Ruentex (4,67%) qui gère aussi bien les enseignes Auchan que RT-Mart (appartenant à Ruentex) en Chine. Ludovic Holinier devrait céder son poste à Ming-Tuan Huang, représentant et actionnaire minoritaire de Ruentex (et fondateur de RT-Mart en Chine). Dans un communiqué, Sun Art a indiqué que ce changement affichait «la détermination et la confiance du groupe à régénérer le format hypermarché et à développer le « *new retail* ». Pour Auchan, cela implique la fin du contrôle opérationnel des affaires de Sun Art. Néanmoins en tant qu'actionnaire de référence, le groupe gardera la possibilité de faire valoir ses intérêts dans le conseil d'administration, où son accord est nécessaire (il dispose de 4 administrateurs sur 9, dont un administrateur indépendant nommé par lui). Par ailleurs, Sun Art a décidé récemment de mettre en place un siège conjoint pour Auchan et RT-Mart. La filiale a indiqué dans un communiqué que « RT-Mart aidera Auchan dans l'amélioration des systèmes IT de ses magasins, et la supply chain de RT-Mart sera intégrée pour les deux enseignes », mais « les marques et les structures d'entreprise de RT Mart et Auchan resteront inchangées ».

La Chine est un marché important pour le groupe Auchan. En 2017, Sun Art a contribué pour plus d'un quart du chiffre d'affaires d'Auchan retail, soit 13,5 Mds EUR, et généré l'essentiel du bénéfice net, avec un résultat de 398 M EUR sur un total de 509 M EUR. En Chine, Sun Art tente d'améliorer l'efficacité des hypermarchés. Intervenue en 2017, l'entrée au capital d'Alibaba est censée lui permettre de bénéficier des technologies et de l'expertise du numéro un du e-commerce chinois afin d'accélérer sa transformation digitale.

E-commerce : JD.com lance une boutique sur le site de commerce en ligne Google Express

Le numéro deux du e-commerce chinois a ouvert sa boutique Joybuy sur la plateforme de vente en ligne de Google aux Etats-Unis, Google Express. JD.com y propose 500 produits. Cela inclut des produits électroniques tels que des équipements de cuisine, écouteurs, claviers d'ordinateurs et tablettes.

Le développement de cette offre avec Google Express est le prolongement d'une alliance tissée par les deux groupes en juin 2018, dans le cadre d'un investissement de 550 M USD (491 M EUR) de Google au capital de JD.com. Le géant du net américain a ainsi repris un peu moins de 1% des parts du chinois, également soutenu par Tencent (qui détient plus de 18% des actions de JD.com) et Walmart (12%). En proposant ses services aux Etats-Unis, JD.com poursuit sa stratégie de développement à l'international pour compenser le ralentissement de son développement en Chine. Le géant de l'e-commerce a

annoncé pour le quatrième trimestre 2018 une hausse de son chiffre d'affaires de 22,4% sur un an à 19,6 Mds USD (17,5 Mds EUR), soit sa plus faible croissance trimestrielle depuis son entrée en Bourse en 2015. JD.com, qui n'a connu qu'un exercice (très légèrement) bénéficiaire depuis son entrée en bourse, a par ailleurs annoncé en février 2019 la suppression de 10 postes de cadres supérieurs (parmi ces 100 postes de cadres).

Intelligence artificielle (IA) : Tencent et Baidu proposent des règles éthiques dans le domaine de l'IA

A l'occasion des Lianghui, les PDG de Baidu et Tencent, respectivement, ont soumis des propositions de règles éthiques dans le domaine de l'IA. Le plan de Tencent inclut à la fois des règles sur l'IA, mais également sur le big data et la correction de séquence génomique. De son côté, Baidu a incité le gouvernement à consulter les entreprises et les consommateurs sur les questions éthiques liées à l'IA. Le premier moteur de recherche chinois a également appelé la Chine à participer aux discussions internationales sur les règles éthiques dans l'IA. Pour mémoire, Baidu est la seule entreprise à avoir rejoint "The Partnership on AI", une organisation destinée à être un centre de réflexion sur les enjeux créés par l'intelligence artificielle. Elle a été établie en 2016 et regroupe les plus grandes entreprises de la Silicon Valley telles qu'Apple et Amazon.

La Chine s'est dotée en 2017 d'un « Plan de développement pour une intelligence artificielle de nouvelle génération ». Ce texte s'inscrit dans la lignée des Plans China Manufacturing 2025 et Internet+ et vise la montée en gamme de l'économie chinoise par le numérique. L'objectif de la Chine est de devenir le leader mondial de l'IA à horizon 2030. Le pays dispose de nombreux atouts pour y parvenir. A titre d'exemple, il possède un nombre conséquent de données nécessaires pour tester les algorithmes. En novembre 2017, le Ministère des sciences et technologies a désigné quatre entreprises pour jouer le rôle de chef de file dans des secteurs spécifiques touchés par l'IA : les véhicules autonomes pour Baidu, la ville intelligente pour Alibaba, la santé pour Tencent et la reconnaissance vocale pour iFlyTek.

Crédit social : 23 millions de « mauvais » citoyens chinois interdits de voyage

Depuis 2014, le gouvernement chinois teste un système de "crédit social", qui permet de donner une note aux citoyens en fonction de leurs comportements, les moins bons étant sanctionnés. Le panel d'infractions pouvant conduire à une baisse du crédit social est assez large : opinions politiques dissidentes, non-paiements d'amendes, consommation de drogues etc. À titre de sanctions, les "mauvais citoyens" peuvent se voir refuser des prêts bancaires ou se voir interdire de voyager. Selon le rapport du Centre national d'information sur le crédit, la Chine aurait empêché 17,5 millions de citoyens mal notés d'acheter des billets d'avion en 2018. Plus de 5 millions de personnes auraient également été interdites d'acheter des billets de train. Il est important de noter que ce système de crédit social s'applique également aux entreprises qui peuvent se voir retirer le droit d'enchérir sur des projets ou d'émettre des obligations d'entreprise en cas de "mauvais comportement". 3,5 millions de personnes ou entreprises auraient d'ores et déjà réglé leurs impayés d'impôts grâce à ce dispositif.

Le système de crédit social est encore piloté par des gouvernements locaux. L'objectif du gouvernement est de mettre en place une base de données centralisée, permettant de noter les plus de 1,3 milliard d'habitants chinois.

Retour au sommaire ([ici](#))

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Développement durable/ énergie / transports : l'environnement demeure l'une des « trois batailles critiques » du gouvernement chinois

Le 5 mars, le Premier ministre M. Li Keqiang a présenté le rapport de travail du gouvernement pendant les assemblées parlementaires annuelles (*lianghui*). Le Premier ministre a rappelé l'importance de la protection de l'environnement qui est l'une des « trois batailles critiques » du gouvernement. Parmi les actions qui ont été menées, M. Li Keqiang mentionne le déploiement des systèmes de Chefs de rivière et de lacs (pour une gouvernance intégrée des ressources en eau), le contrôle renforcé et la répression des manquements aux réglementations environnementales, la modernisation du parc des logements (8,1 millions d'unités d'habitations rénovées en 2018), le remplacement progressif du charbon par le gaz naturel et les nouvelles infrastructures de transports construites ou rénovées (4100 km de lignes ferroviaires grande vitesse, 6000 km de voie express et plus de 300 000 km de routes rurales).

En matière d'engagements au titre de 2019, le Premier ministre met en exergue le développement coordonné régional « vert » citant plusieurs projets déjà identifiés qui bénéficieront de l'attention particulière du gouvernement, comme la zone de Pékin-Tianjin-Hebei (projet « Jing-Jin-Ji ») et la nouvelle ville de Xiong'an, au Sud la Grande baie entre Canton et Hong Kong ou au centre la région du Bas Yangtsé.

En matière d'environnement, le Premier ministre annonce un renforcement de la prévention et du contrôle des pollutions (déchets, émissions de SO₂ et NO_x), un approfondissement de la protection et la restauration de la nature et de la biodiversité (notamment sur le littoral et dans les zones humides), une logique de développement « vert » visant à limiter l'impact environnemental des industries (principalement leurs émissions). Concernant l'énergie, M. Li Keqiang réaffirme l'objectif de promouvoir « un usage du charbon plus propre » et d'améliorer l'intégration des sources d'énergies renouvelables dans les réseaux électriques.

Concernant le secteur énergétique et les transports, le gouvernement prévoit d'investir 800 Mds CNY (env. 106 Mds EUR) dans la construction de nouvelles lignes ferroviaires notamment en faveur des projets intercités et 239 Mds EUR dans la construction des routes et dans le secteur de l'eau. Le prix de l'électricité pour les entreprises devra baisser de 10% et l'efficacité énergétique devra être améliorée (baisse prévue de 3% d'énergie nécessaire par unité de PIB).

Energie : publication par l'AIE de son rapport sur la transition énergétique chinoise

Le 26 février, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a publié à Pékin son rapport sur la transition énergétique chinoise en présence notamment de l'Administration nationale de l'énergie et de l'entreprise d'Etat *State Grid*.

Le rapport présente deux modèles d'évolution à l'horizon 2035. Le document met l'accent sur la nécessaire flexibilité du futur système électrique chinois par un plus grand recours à la production d'énergies renouvelables décentralisées, au développement des capacités de stockage d'énergie et globalement à la modernisation des réseaux de distribution.

Aussi, le Directeur général adjoint de la NEA, M. LIANG Zhipeng, a confirmé qu'un objectif à plus long-terme du gouvernement est la suppression des subventions au secteur des énergies renouvelables. Pour mémoire, l'annonce du gouvernement chinois en juin 2018 de la fin des subventions à l'énergie solaire a mis fin aux investissements spéculatifs du secteur en Chine.

Ce rapport est publié alors que les travaux préparatifs du 14^{ème} plan quinquennal (2021-2025) vont commencer.



Transports : 15 hubs logistiques nationaux seront construits en 2019

La Commission nationale pour le développement et la réforme (en anglais NDRC) conjointement avec le Ministère des transports et 22 autres organes gouvernementaux ont publié le 1^{ère} mars un plan de 25 mesures pour promouvoir le développement du secteur logistique.

Ce plan stipule entre autres qu'une quinzaine de hubs logistiques nationaux seront construits en 2019 pour améliorer la capacité du secteur à répondre aux besoins de l'économie manufacturière et marchande. Il encourage à construire des lignes ferroviaires « jusqu'aux quais » et à desservir les parcs logistiques afin de résoudre le problème du « dernier kilomètre ».

Retour au sommaire ([ici](#))



HONG KONG et MACAO

Hong Kong : Cathay Pacific candidat à la reprise de Hong Kong Express Airways

La compagnie aérienne hongkongaise Cathay Pacific a annoncé être en discussion avec le groupe chinois HNA, en vue de reprendre sa filiale low-cost Hong Kong express Airways. Cette acquisition donnerait à Cathay Pacific une part majoritaire pour la distribution des slots à l'aéroport de Hong Kong : en effet, avec sa filiale Cathay Dragon, Cathay contrôle aujourd'hui 45% des allocations de créneaux horaires de l'aéroport international, et gère une flotte de 201 aéronefs. HK Express dispose de 5% des créneaux et opère 24 Airbus.

Cette opération permettrait aussi potentiellement à Cathay Pacific de mettre fin à la concurrence que lui portait jusqu'alors Hong Kong express Airways sur son réseau régional. Elle répondrait également au projet de la compagnie de se préparer à la hausse de la capacité de l'aéroport de Hong Kong (74,7 millions de passager en 2018) d'ici 2025, une troisième piste étant en construction.

Cathay Pacific a annoncé un profit de 293 M USD en 2018, après deux années de pertes.

Hong Kong : hausse du nombre de touristes, mais des inquiétudes sur les dépenses moyennes des visiteurs chinois

Le nombre de touristes à Hong Kong a atteint le record de 65,1 millions en 2018 (+11,4% par rapport à 2017), dont 51 millions venant de Chine (+14,8%), soit 78,3% du nombre total de touristes.

Le nombre de touristes a progressé de 27% en janvier 2019 (g.a.) après +17,9% en décembre. Le nombre de touristes chinois en particulier a augmenté en janvier de +34,8% (+21% en décembre). Les ventes de détail ont augmenté de +7,1% en janvier, en nette reprise par rapport à décembre (+0,1%), mais les analystes pointent un risque de décorrélation entre les deux courbes de progression (touristes chinois et ventes de détail), les dépenses moyennes des touristes chinois ayant diminué suite à l'augmentation du flux de visiteurs à faible pouvoir d'achat, suite à l'ouverture du pont et de la liaison TGV avec la Chine continentale en 2018.

Retour au sommaire ([ici](#))

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service Economique de Hong Kong

Adresse : N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

Rédigé par : Huang Zilan, Anne-Victoire Maizière, Camille Bortolini, Furui Ren, Antoine Bernez, Lianyi Xu, Rodolphe Girault

Revu par : David Karmouni, Pierre Martin, Estelle Jacques, Jean-Philippe Dufour, Valérie Liang-Champrenault

Responsable de publication : Philippe Bouyoux